

n°384 Novembre 2014 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



Les causes des enchaînements dramatiques qui ont abouti, dans la nuit du 25 au 26 octobre, au décès de Rémi Fraisse, 21 ans, militant écologiste, jeune naturaliste passionné de botanique et engagé au sein de réseaux associatifs pour la préservation de notre environnement, sont à chercher dans l'exercice d'un pouvoir hermétique voire autiste, arc-bouté sur ses certitudes, ne répondant qu'à la défense de ses intérêts propres et rétif à toute participation citoyenne. Un pouvoir qui revendique le «monopole de la violence légitime» et n'exprime aucun regret.

Chronique d'une mort annoncée

On vous l'avait pourtant bien dit ! Et même seriné depuis plus d'un mois !*

Toute personne passant quelques heures sur le Testet pouvait le sentir de façon très sensible. Il suffisait d'ouvrir les yeux (et les oreilles !) pour comprendre que les brutalités et les insultes des forces dites de l'ordre annonçaient que l'irréparable arrivait au galop.

Mais la volonté de ne rien voir ni entendre – et encore moins celle d'écouter – des chefaillons politiques Tarnais, trop obnubilés par leurs intérêts, confondus sciemment avec ceux de leurs petits copains (coquins ?) indiquait clairement, par delà la destruction de la dernière zone humide du département, celle des hommes, des femmes et de tous ces jeunes zadistes qui se sont levés pour empêcher ce massacre.

Jusqu'à l'entêtement « *relative-ment stupide et bête* » !

Jusqu'à susciter les violences policières ! Jusqu'à la mort ? Oui, jusqu'à la mort, celle d'un gamin spécialiste des renoncules !

La mort, conséquence ultime de la politique du passage en force, du refus de débattre et de remettre en question ses certitudes et ses méthodes de voyous, dans le mépris le plus total de la démocratie. Laquelle, faut-il le rappeler, s'incarne dans une charte intitulée « *Citoyenneté et Démocratie Participative* » et adoptée par le Conseil Général du Tarn il n'y a guère plus de 3 ans : mais le chemin est long des paroles (voire des écrits) aux actes !

Souhaitons que ce mépris des citoyens et des jeunes, vite qualifiés de "casseurs" (à remarquer qu'ils sont toujours d'extrême gauche et jamais d'extrême droite !) ne se développe pas sur les autres ZAD ! Jusqu'à l'élimination physique !

On peut en douter. En effet ce "modèle" de société dans laquelle nous vivons est à bout de souffle et n'a d'autre issue que la violence institutionnelle pour imposer au plus grand nombre ses projets néfastes. Ne peut-on hélas s'attendre à d'autres victimes, à Notre Dame des Landes ou ailleurs ?

Candida ROUET

* Voir Rouge et Vert n° 382 sept. 2014

** « Mourir pour des idées, c'est une chose mais c'est quand même relativement stupide et bête » M. Carcenac, président du conseil général du Tarn

Depuis plusieurs années, Les Alternatifs 81-12 suivent attentivement le dossier du projet de barrage de SIVENS. Nous avons fait suivre travaux et communiqués du « *Collectif pour la Sauvegarde de la Zone Humide du Testet* ». Depuis quelques mois, les événements se sont accélérés apportant une autre dimension à ce dossier et ouvrant vers une médiatisation de cette lutte.

La mort tragique d'un jeune manifestant, le jour où une « *marche nationale de réappropriation des lieux* » était organisée, donne une autre dimension et à la lutte et au dossier.

Mensonges à tous les étages, petits arrangements entre amis, dossier d'enquête publique mal ficelé, projets alternatifs non pris en compte, faiblesses du montage financier, interrogations sur la destination réelle de l'ouvrage, sont quelques uns des points forts qui sont à présent dans le débat public et auxquels personne ne peut plus échapper, ni les pouvoirs publics, ni les commanditaires. A cela s'ajoutent, outre la question des violences policières, celle de la démocratie dans la prise de décision, celle de l'agriculture pour demain, de l'aménagement du territoire. Questions qui sont au cœur des problématiques que portent Les Alternatifs. Nous avons choisi de donner la parole en priorité à des acteurs de cette lutte multiforme. Nous ne traitons pas de tout : la place manquerait. Tous ne sont pas là, mais celles et ceux qui interviennent dans ce dossier ont des faits à rapporter, des premières analyses à donner, des convictions à défendre.

Les Alternatifs 81 - 12



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE AVERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE. ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert

Je m'abonne!

Nom : Prénom :

Adresse :

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «lettre des éle-o-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2014

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :

Leyla BERLAND,
Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,
Patrice CANAL
Christian DARCEAUX,
Julien DOUILLARD, Richard NEUVILLE,
Candida ROUET, Alain VÉRONÈSE et
Jérôme VIALARE

Corrections : Daniel ROMET

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris 8449 326 821 durée : jusqu'au 31 avril 2063. Gérant : R. Verrier

Imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Sivens révélateur local d'une crise globale

Au-delà d'un projet de barrage contesté, Sivens est révélateur d'une cassure profonde des fondements de notre société. Symptomatique d'une rupture entre ses représentants politiques et les citoyens contraints de subir, dans une réalité souvent difficile, des décisions aux motivations floues, arbitraires ou à l'envers de l'intérêt commun. Des représentants politiques enfermés dans des logiques d'appareils, pratiquant une gestion à vue, sans aucune vision à long terme, sans aucune forme de responsabilité politique, sans aucune considération pour le réel intérêt général, sans aucune considération pour la démocratie invoquée de façon incantatoire, assis dans le confort de cycles d'élections/ré-élections, cumulant les mandats, s'ordonnant administrateurs le cas échéant le temps d'une pseudo alternance, ces représentants du pouvoir coupent les derniers liens avec les citoyens qu'il sont censés représenter.

C'est bien ce qui s'est passé dans le département du Tarn, historiquement acquis à une majorité dite de gauche, où le conseil général par l'intermédiaire de son président M. Carcenac, soutenu par la préfecture, s'est autorisé à imposer un projet de barrage. Un projet proposé en 2001, dont l'étude de réactualisation effectuée en 2009 a été falsifiée. Ont été oubliées les données invalidant la taille du projet en la divisant par trois : forte réduction des pollutions industrielles sur le cours d'eau, moins de terres irriguées et mise en place de quotas de consommation d'eau, cette dernière donnée gonflée par de faux calculs en pourcentage à l'avantage du barrage ; de plus, il n'est proposé aucune alternative. Ces dérives ont été pointées par le collectif Testet et transmises aux élus concernés. Seul une petite minorité a réagi. Ces affirmations sont vérifiables sur le site du Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet¹.

A noter que la déclaration d'intérêt général a été décrétée au mépris des conclusions de l'enquête publique dont la conclusion était soumise à l'avis du CNPN (Conseil National de la Protection de la Nature). Ce conseil, saisi par deux fois, a émis par deux fois des avis défavorables.

Dans ce cas précis, l'intérêt de quelques uns, promoteurs du barrage, une minorité de maïsiculteurs, se confond avec l'intérêt général. Il est à noter aussi que la démocratie détournée vient servir de caution morale.

Les causes des enchaînements dramatiques qui ont abouti, dans la nuit du 25 au 26 octobre, au décès de Rémi Fraisse, 21 ans, militant écologiste, jeune naturaliste passionné de botanique et engagé au sein de réseaux associatifs pour la préservation de notre environnement, sont à chercher dans l'exercice d'un pouvoir hermétique voire autiste, arc-bouté sur ses certitudes, ne répondant qu'à la défense de ses intérêts propres et rétif à toute participation citoyenne. Participation perçue par ailleurs comme une entrave, déclenchant un véritable réflexe de défiance.

Cet autisme a conduit à répondre à l'opposition citoyenne par une répression violente, engendrée par une provocation policière quasiment quotidienne depuis début septembre. Il est à rappeler que les collectifs citoyens demandaient un moratoire afin d'instaurer un dialogue argumenté. Pour les opposants au projet, le quotidien des mois de septembre et octobre fût le mépris des autorités et la terreur sur le terrain. Terreur est bien le mot qu'il convient d'employer ici. Menaces, agressions de nuit par des milices autoproclamées pro-barrage, passages à tabac en règle par les forces de l'ordre dès que les médias tournaient le dos, pluies quotidiennes de gaz lacrymogènes et de grenades de toutes sortes, blessures physiques multiples, inculpations arbitraires, expulsions illégales, voilà le quotidien des mois de septembre et octobre. Un exemple significatif : une grenade lancée dans une petite caravane alors que les occupants s'étaient signalés. Une jeune fille sera sérieusement blessée au bras. Malgré les alertes répétées, malgré la démonstration par témoignages et vidéos des violences inouïes subies par nombre de civils, ni les représentants politiques, ni les autorités ne prêteront cas à ces appels à retenue. Le mépris va jusqu'à ordonner une expertise le 29 septembre sans stopper les travaux sur le site. A cette

date, le déboisement est terminé et commencent les travaux de décapage et terrassement. La majeure partie de la zone humide du Testet, joyau de biodiversité, écrien protecteur de nombre d'espèces en péril, ne s'en remettra pas.

Rémi était la conscience et l'engagement des jeunes générations face à l'inconséquence mortifère de nos "responsables" politiques. Nous sommes en deuil d'un jeune homme de grande valeur porteur de belles promesses d'avenir à partager par tous que l'inconséquence, l'autisme et l'inconscience politique ont assassinés.



Cet état de fait est aggravé par l'absence de conscience, que nous pouvons relever dans les propos de M. Carcenac au surlendemain du drame « Mourir pour des idées, c'est une chose mais c'est quand même relativement stupide et bête ». Dans cette inconséquence, M. Carcenac ne mesure pas que ses paroles engagent la collectivité dont il est l'élu. M. Carcenac n'est même pas conscient que Rémi Fraisse n'avait pas choisi de venir à Sivens pour potentiellement y mourir.

Un autisme révélé également au niveau national et international, nous le constatons aujourd'hui à la façon dont sont réprimés les mouvements sociaux et

entravées les alternatives citoyennes. Une inconscience, elle aussi révélée au niveau national et international, nous pouvons le percevoir à la façon dont est prise en compte l'alerte majeure lancée par les scientifiques du Giec, expliquant tant que faire se peut que nous courons au désastre climatique, premier domino d'un effondrement général.

Rémi était l'opposé de cette inconséquence et de cet aveuglement. Il était la conscience et l'engagement. La conscience et l'engagement des jeunes générations face à l'inconséquence mortifère de nos soi-disant responsables politiques. Aujourd'hui, nous sommes tous en deuil d'un jeune homme de grande valeur porteur de belles promesses d'avenir. Un avenir non pas réduit à sa personne, mais un avenir à partager par tous. Vouloir offrir un avenir est la plus belle promesse qui puisse être faite. Rémi incarnait tout simplement cette promesse. Et cette promesse d'avenir, l'inconséquence, l'autisme et l'inconscience politique l'ont assassiné. ■

Patrice CANAL

Membre du C.A. Collectif Testet

1.: www.collectif-testet.org.

Un modèle paysan productiviste qui condamne les paysans

Rémy Serres, paysan, éleveur de brebis, fondateur de la 4acg (Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre), milite pour une agriculture raisonnable et respectant l'écologie. A 77 ans, il se soucie avant tout du devenir des futurs paysans.

Depuis que la bataille du Testet a commencé, plein de questions m'interrogent.

D'abord, ces 40 hectares de terres qui vont disparaître sous l'eau.

40 hectares de très bonne terre, des terres d'alluvions qui pourraient faire de très beaux jardins...

A la vue de cette vallée, je dirais simplement que sur ce terrain nous pourrions installer une vingtaine de maraîchers qui à eux seuls nourriraient la ville de Gaillac et même plus.

sur le bitume que dans les champs ou les forêts (mais, les coquins, ils s'adaptent très vite) : quand ils courent avec leurs bottes jusqu'aux genoux, on dirait des pingouins !!

Plus sérieusement, ces gens là me font peur. Moi même, j'ai été plaqué au sol pendant un certain temps.

Et pour que je ne parte pas, un de ces costumés a été désigné pour me garder.

Personnellement, je n'avais pas tellement envie d'engager la conversation mais

au bout d'un moment, c'est lui qui se met à parler. « Je vais quitter ce métier » me dit-il. Me voyant étonné, il poursuit : « On nous demande de faire des actes de plus en plus durs, je veux partir ».

Mais rassurez-vous !!! Il va en rester !! J'ai rencontré aussi ce chef qui m'empêchait de passer et qui, lui, n'est pas prêt de partir !! Je lui ai dit que nous ne sommes pas des brigands, que nous défendons la nature. Et il me répond : « Nous sommes ici pour faire respecter l'ordre et nous sommes aux ordres ».

Quand ce chef m'a dit « nous sommes aux

ordres », je suis revenu 50 ans en arrière: c'était la guerre d'Algérie. Nos chefs étaient aux ordres et quels ordres !! Tuer, torturer, brûler, violer : ils étaient aux ordres.... !

Le temps a passé mais les ordres sont toujours les ordres et si demain ces messieurs ont l'ordre de nous tirer dessus avec des balles réelles, cela fera plus mal que les balles de caoutchouc.

D'autant plus que ces gens là n'ont pas le droit de réfléchir. A la guerre, on nous disait : chercher à comprendre, c'est commencer à désobéir.

Et tout cela m'aide à comprendre comment

À Sivens, Rémi est mort Le 26 octobre à 17h 46.

C'est peu dire que je suis bouleversé par les dernières nouvelles, même si rien ne permet, pour l'heure, de savoir de quoi Rémi est mort. Il reste que sur un lieu de confrontation, de manifestation, d'opposition... on a retrouvé à 2 heures matin le corps d'un homme. Cela devrait ramener à de plus justes proportions l'envie des uns et des autres de se faire un nom dans l'histoire des grands projets locaux, ou des bénéfices engrangés. La mort, en définitive, est la seule vraie réalité, puisqu'elle nous attend tous, a pris nos aïeux, prendra nos enfants. En cela, elle a quelque chose d'une profondeur sans borne, dans cette césure totale qu'elle nous infligera tôt ou tard, les infinies douleurs qu'elle nous inflige déjà. Car c'est à sa mesure qu'il faut évaluer ce après quoi nous courons. Nous passerons tous, le monde demeurera à jamais, infiniment plus fort que nous. Ceux qui veulent édifier des barrages ici, des empires là, ne sont rien et ne laisseront rien. Ceux qui se seront contentés de rappeler aux premiers que nous sommes solidaires, tous passagers d'un même vaisseau, soudés les uns les autres, quelque conscience que nous en ayons... laisseront au fond de nos cœurs le rappel et la gratitude d'être des frères et sœurs, enfants d'un même tourbillonnant et insondable mystère dont nous faisons partie, et qui nous emporte, au-delà de nos vies misérables, dans l'immense communion de tout.

A bientôt, le cœur lourd. ■

Jérôme VIALARET



Rémy Serres

Noyer cette vallée est un crime. Nos enfants nous le reprocheront...

Je reviendrai tout à l'heure sur l'agriculture mais je voulais parler aussi de cette violence que les gendarmes emploient contre nous depuis début septembre.

Entre nous, ils ont l'air plus à l'aise

Le gendarme qui m'avait plaqué au sol, au bout d'un moment, se met à me parler. « Je vais quitter ce métier. On nous demande de faire des actes de plus en plus durs, je veux partir ». Mais rassurez-vous !!! Il va en rester !!

pendant la guerre de 39-45 la police a pu faire des rafles des indésirables : ils étaient aux ordres.

Revenons à l'agriculture. Si nous continuons à cette cadence à détruire de la terre agricole pour faire des golfs, des autoroutes, des barrages, des zones industrielles, dans 100 ans, cette terre agricole aura disparu. Car tous les 7 ans, l'équivalent d'un département français est volé à l'agriculture.

Et d'ailleurs, aujourd'hui, pourquoi veulent-ils ce barrage ?

La réponse n'est pas très claire.

La plus vraisemblable serait pour arroser le maïs et faire quelques quintaux de plus à l'hectare.

Faut-il faire plus de rendement : les derniers quintaux sont toujours les plus chers et les plus polluants.

Et puis, faut-il faire plus de maïs ? Nous faisons déjà trop de maïs, trop de céréales. Nous les exportons et ainsi nous ruinons les paysans de ces pays. Comment ces paysans pourraient-ils lutter contre nos prix ? Comment pourraient-ils lutter contre notre agriculture subventionnée et mécanisée ?

Les paysans sont donc obligés de quitter leurs fermes et vont souvent grossir les bidonvilles.

Revenons au barrage.

De tout temps ou du moins du temps que je me souviens, les paysans n'ont pas attendu que les conseillers généraux leur disent qu'il fallait stocker l'eau : ils faisaient des citernes et des mares.

Alors messieurs les petits technocrates, laissez nous avec notre sagesse et notre savoir faire !

Nous sommes assez grands pour savoir ce que nous devons faire.

Pourquoi ne sommes nous pas restés au stade de l'auto-suffisance alimentaire nationale ? La machine profit - qui s'appelait Crédit Agricole, INRA, industrie agro-alimentaire, marchands de machines, d'insecticides, de pesticides - voulait continuer à s'enrichir sur le dos des paysans.



Et si nous nous réunissions, les paysans de la vallée du Tescou et décidions ensemble si nous avons besoin de retenues d'eau collectives ou individuelles.

Mais que l'on ne vienne pas d'Albi, de Paris ou de Bruxelles pour nous dire ce que nous devons faire.

A travers le refus de ce barrage, nous disons aussi non à cette agriculture productiviste.

Cette agriculture qui nous interroge sur plusieurs points:

À partir des années 1960, la France agricole avait assez de denrées: légumes, céréales, lait, fruits, viandes pour nourrir ses habitants.

Pourquoi nous n'en serions pas restés à ce stade ? Les paysans étaient nombreux, les fermes étaient moyennes, pas trop polluantes. Nous ne vivions pas trop mal sans prime ni subvention.

Alors pourquoi cette marche en avant a continué ? Tout simplement parce que la machine profit était en marche !!

Cette machine s'appelait Crédit Agricole, INRA, industrie agro-alimentaire, marchands de machines, d'insecticides, de pesticides, et tout ce monde voulait continuer à s'enrichir sur le dos des paysans.

Les paysans, poussés par la grande FNSEA, ont été pris dans la tourmente. Ils ont contribué à enrichir tout ce monde qui tournait autour de l'agriculture ; mais eux, on les a poussés à s'endetter au point d'en crever : tous les 2 jours, un paysan se suicide en France.

La FNSEA en accord avec les gouvernements a bien contribué à vider les campagnes. Aucun

Nous allons décider ensemble, avec vous, s'il faut un barrage ou pas, comment nous voulons vivre, et comment nous devons entretenir cette nature, cette planète.

Nous voulons, avec vous, voir si les richesses eau, air, terre, argent, peuvent être mieux partagées entre riches et pauvres.

syndicat n'a été aussi fort pour éliminer ses adhérents ou les envoyer en ville. Durant les années 70, elle a même inventé l'IDV (Indemnité Viagère de Départ). Une prime pour que les paysans arrêtent d'exploiter dès l'âge de 55 ans. Par contre, aucun encouragement de ce même syndicat pour que des jeunes s'installent à la terre. Eh oui ! A l'époque on avait besoin de main d'œuvre dans les usines et d'une main d'œuvre endurante, travailleuse et docile...

Et pendant ce temps, les fermes sont devenues des usines et le monde paysan a disparu.

Plutôt que de faire encore un barrage, faisons pression pour redistribuer cette terre nourricière.

Faisons pression, même si ce mot fait peur, pour une réforme agraire.

Celui qui a 100 hectares, il serait le même si on lui en prenait 10 pour installer 10 maraichers.

Pour conclure, je voudrais dire à ceux qui veulent tout gérer que nous sommes là et que nous aussi nous avons notre mot à dire.

Nous allons décider ensemble s'il faut un barrage ou pas.

Nous voulons décider avec vous comment nous voulons vivre, et comment nous devons entretenir cette nature, cette planète.

Nous voulons, avec vous, voir si les richesses eau, air, terre, argent, peuvent être mieux partagées entre riches et pauvres.

N'attendons surtout pas que les élus nous proposent des solutions. Les solutions, c'est nous, le peuple, qui devons les trouver, les proposer et forcer la main à nos élus pour changer ce monde. ■

Rémy SERRES



Le tournant?

Nous avons interrogé Jean Claude EGIDIO, militant connu et reconnu sur GAILLAC et opposant au barrage depuis des années.*

Rouge&Vert : On a l'impression d'assister, depuis le 25 octobre à un tournant dans la lutte, avec l'assassinat de Rémi Fraisse d'une part, la remise du rapport des experts et le jeu de Ségolène Royal de l'autre ? Qu'en est-il d'après toi ?

Jean-Claude Egidio : A mon avis également, nous sommes à un tournant. Les discussions vont démarrer dans les jours qui viennent. Que donneront-elles ?

R&V : Ce pourra être, si tu en es d'accord, l'objet d'un prochain entretien. Consacrons-nous donc à ce que pose la mort de Rémi.

JCE : C'est bien un tournant. Pour nous, il s'agit d'une provocation. Voyons-en le scénario. Vendredi soir, sur le chantier sont "oubliés" deux "trucs" un peu incongrus : un générateur et un "algeco". Dans la nuit du vendredi au samedi, ils vont brûler, ce qui va motiver le retour des gardes mobiles. Ceci, alors que des milliers de personnes affluent. Des affrontements ont lieu, dans lesquels on retrouve des personnes qui n'ont rien à voir avec notre lutte. Des affrontements dans lesquels on a pu reconnaître des gens d'extrême-droite...

« Pour qui a assisté aux affrontements depuis septembre, ce qui venait de se passer concrétisait nos craintes, c'était inévitable »

Il fallait que ce rassemblement, nombreux, pacifique, festif, dégénère. C'est ce qui s'est passé, au-delà de ce que l'on pouvait craindre : il y a eu mort d'homme.

A mon avis, ils ont été très embêtés, devant la médiatisation soudaine. Il n'y a qu'à voir leurs premières réactions où ils ont cherché à dissimuler la vérité :

communiqués flous, (« on a découvert le corps d'un homme », « les forces de gendarmerie ont été encerclées », « ce sont des explosifs dans le sac »). On a fait savoir qu'on avait des preuves de l'assassinat, qu'il y avait des témoins.

Il devenait impossible de masquer les causes réelles de la mort du jeune homme.

Pour qui a assisté aux affrontements depuis septembre, ce qui venait de se passer concrétisait nos craintes, c'était inévitable.

Comme chaque fois en France (cf la mort de Malik Oussekinine en 1986), il y a un déferlement émotionnel qui entraîne un coup de projecteur médiatique. Tout à coup, on regarde les choses autrement. Coïncidence, le rapport des experts tombe quasi en même temps.

Rapport qui reprend nos arguments (surdimensionnement du projet, faiblesses du montage financier, enquêtes publiques mal menées ...). Ce qui tend à fonder notre lutte, à la valider. C'était une porte ouverte pour l'abandon du projet. Mais, pour des raisons "politiques", ils ont aménagé une conclusion venant en contradiction avec ce qui précédait : «vu la façon dont les travaux sont engagés, il faut les continuer !».

Forte émotion en France et mobilisations un peu partout, même à l'étranger.

J'en retiendrai deux : la mobilisation des lycéens parisiens (et les lycéens ne lâchent pas le morceau facilement !) et ce qui se passe à Rouen, un peu à l'image de ce qui a existé à Albi devant le Conseil Général. Des formes de soutien très claires : refus du barrage et dénonciation des violences policières. On ne sait pas jusqu'où cela va et peut aller.

R&V : Pour abonder dans ton sens, un témoignage personnel. Nous avons fait ces deux derniers jours deux rassemblements à Castres, qui ont rassemblé 40 et 70 personnes de tous

âges. Des discussions, des échanges, émerge une impression diffuse «il faut changer», «il faut aller jusqu'au bout». Comme si quelque chose était en train de naître. Feu de paille ? Mouvement plus durable ? Trop tôt pour le dire. Cela me semble être différent, "dépasser" ce qui s'est passé pour Notre-Dame-des-Landes.

JCE : NDDL est un dossier complexe lui aussi, mais plus directement accessible. Devant l'ampleur de cette prise de conscience, quand on regarde de près et qu'on analyse les différents tenants et aboutissants, on se rend compte que ce n'est pas une simple «protection d'une zone humide». Dire cela, c'est réduire ce combat à une simple lutte écologique locale. Quand on prend conscience de la malhonnêteté dans la façon dont les choses ont été mises en place par un pouvoir local (et essentiellement par le Conseil Général), du fonctionnement qu'il y a derrière, on est indigné-e-s. On se dit que «on ne peut pas laisser passer ça». On se dit que face à un système qui, depuis des années, s'accommode de petits arrangements, il nous faut, face à cette "démocratie formelle", opposer une "démocratie réelle". On est allé au fond. Le Collectif pour la sauvegarde du Testet a fait un boulot extraordinaire. Quand on voit la réaction des socialistes (cf le chantage de Valax à la démission), il y a de quoi halluciner !

Il est vrai que ça remet en question toute la politique de l'eau Adour-Garonne. La série de barrages annoncés sont tous du même type. Cela remet en cause également toute la politique agricole. C'est pourquoi la FDSEA s'arc-boute sur la défense de ce projet.

R&V : Nous verrons cela plus à fond une prochaine fois ! Si nous questionnions la violence d'Etat ? La violence policière, inouïe, que tu as quelque peu décrite tout à l'heure mais aussi la violence telle qu'elle s'exprime dans les propos de

« On se dit « On ne peut pas laisser passer ça », que face à un système qui, depuis des années, s'accommode de petits arrangements, il nous faut, face à cette "démocratie formelle", opposer une "démocratie réelle". »

nos dirigeants locaux ou nationaux (Valls qui dit « Sivens se fera ! » par exemple) Comment l'expliquer par rapport à l'enjeu : une petite paltaugeoire, en somme ?

JCE : D'accord avec la façon dont tu poses le problème : cette violence est construite. Elle est mise en œuvre par les politiques et les forces de l'ordre armées. Une ZAD à NDDL, ce peut être tolérable. Deux ZAD . . . Bonjour les dégâts ! Il fallait mettre fin à cela. On a vu un déchaînement policier inédit, surtout à partir de début octobre (grenade lancée dans une caravane, affaires personnelles brûlées plusieurs fois par semaine. . .). Écœurer, humilier, décourager les personnes afin qu'elles partent.

Autre moyen mis en œuvre : criminaliser le mouvement. La justice entérine sans avoir entendu d'autres témoins que les policiers. La violence est utilisée par le pouvoir pour diviser le mouvement.

Il existe chez nous plusieurs positions, des non-violents à ceux qui pensent qu'il faut faire face et riposter par rapport aux gardes mobiles. Sujet de débats et de tensions. Le tout attisé par le rôle des médias, friands d'images de " guerre civile " et par la présence de provocateurs (policiers et/ou extrême-droite, nous avons des preuves). Il s'agit de créer un climat de peur vis à vis des opposants en premier lieu, mais aussi des populations locales . Cela fait penser à la 2ème guerre mondiale. . . Ainsi la semaine qui a suivi la mort de Rémi, il y avait des centaines de flics à Gaillac. Pourquoi ? Un des débats que nous allons avoir entre nous va être celui d'apparaître, masqué-e-s ou non, pour couper court à un certain nombre de choses comme les provocations, les interrogations de la population, etc. . . ■

* Entretien par téléphone le 07/11/14
Suite de l'entretien dans le Rouge & Vert de décembre.

Sivens : éviter de nouveaux drames

Communiqué des Alternatifs du 2 novembre 2014

Les Alternatifs saluent la mémoire de Rémi Fraisse et s'inclinent devant la douleur de ses proches.

Barrage de Sivens :

Une mobilisation citoyenne de longue date

La mobilisation citoyenne contre le projet de barrage de Sivens n'a pas débuté le week-end dernier, mais dès 2011. Depuis des mois, des paysans, des riverains et des militants dénoncent un projet aberrant, dont l'objectif est de soutenir l'agriculture productiviste de quelques uns - créant à terme des impasses avec le changement climatique. Une soixantaine de jours de grève de la faim, pour obtenir la publication du rapport des experts et l'ouverture d'un débat, a été traitée par le mépris. Depuis des mois ces opposants alertent sur la brutalité des forces de l'ordre.

Un passage en force dans une extrême violence policière

Début septembre, les travaux ont été lancés pour un passage en force, dans une ambiance de manoeuvres militaires, avec l'objectif d'atteindre une situation irréversible. Si le gouvernement avait accepté d'écouter les arguments des opposants plutôt que de leur répondre par la force, Rémi serait encore vivant.

Non à la criminalisation des mobilisations citoyennes !

De fait, le barrage de Sivens n'est pas le seul projet d'aménagement pour lequel le gouvernement français fait le choix de la répression et de la criminalisation des mobilisations citoyennes. Notre-Dame-des-Landes, la ligne ferroviaire Lyon-Turin, l'usine des 1000 vaches, OL Land, etc. sont autant de grands projets d'aménagement contre les dangers desquels se mobilisent de nombreux groupes citoyens.

Loin d'être un blocage rétrograde, ces mobilisations portent le refus de solutions dépassées qui ne prennent en compte que des intérêts productivistes. Plutôt que d'envoyer la troupe, il est temps d'écouter ce que disent les acteurs mobilisés à Sivens, à Notre Dame des Landes etc. . . vers la recherche collective de solutions innovantes à des problèmes réels, de pistes pour inventer une société réellement durable et respectueuse des écosystèmes. Le gouvernement actuel qui n'a pas osé sanctionner les récentes destructions de portiques ni le saccage de bâtiments par des militants de la FNSEA, a réagi violemment face aux manifestations contre le barrage du Testet parce qu'il tremble devant la force de ces mouvements de contestation citoyenne : ces mouvements préparent une nouvelle société, radicalement anticapitaliste, anti-productiviste, écologiste, autogestionnaire, une société à l'opposé de celle qu'il soutient.

Cette société écologique et démocratique est à notre portée ; pour Rémi, pour toutes et tous, amplifions le mouvement ! ■



VOS IMPÔT
POUR LES
LACRYMO

Répression

« Une insulte à la mémoire de Rémi ». Au soir des manifestations de Toulouse, Nantes et Paris, Manuel Valls a osé en appeler à la mémoire du jeune manifestant du Testet assassiné par une grenade lancée par un officier de gendarmerie. Assassiné par la politique de répression que le Premier Ministre incarne à la caricature.

Car la mort de Rémi Fraisse n'est pas un accident. Elle est la conséquence d'une politique délibérée d'affrontement avec les opposant-es au barrage du Testet. « Un crime du pouvoir socialiste », comme l'a écrit le journaliste Hervé Kempf, sur le site de Reporterre, le lendemain du drame.

Cette politique de répression, de plus en plus brutale, des mobilisations et des mouvements sociaux est devenue une véritable marque de fabrique des gouvernements successifs. Hollande et Valls n'ont, sur ce terrain comme sur beaucoup d'autres, rien à envier à Sarkozy, Fillon et consorts. En revenant sur sa promesse d'amnistier les syndicalistes poursuivis pour des actes de violence, après même l'avoir confirmée de vive voix à Jean-Luc Mélen-

La mort de Rémi Fraisse n'est pas un accident. Elle est la conséquence d'une politique délibérée d'affrontement avec les opposant-es au barrage du Testet. « Un crime du pouvoir socialiste ».



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

chon après son élection, François Hollande a signé son allégeance à cette politique répressive, autoritaire et brutale qui a conduit à la mort de Rémi Fraisse.

Chaque semaine, salarié-es en lutte, syndicalistes, faucheurs OGM et écologistes, chômeurs, militant-es du droit au logement, réseau de soutien aux sans-papiers, ect... font l'expérience de cette brutalité, policière et judiciaire, à l'encontre de celles et ceux qui refusent de se soumettre aux diktats du pouvoir et résistent à ses déferlantes libérales. Le plus souvent dans l'indifférence

médiatique la plus complète. Il en est de même pour les " classes dangereuses ", en tout premier lieu les jeunes des cités populaires.

Soulignons que le traitement réservé aux syndicats corporatistes et autres groupes de pression poudjadistes (FNSEA, patronat de tout acabit, bonnets rouges, etc..) ou réactionnaires, voir homophobes, est sensiblement différent. Avec nombre de grands médias, télévision notamment, immédiatement présents pour leur cirer les bottes et une bienveillance judiciaire fréquente.

Lettre ouverte aux députés et sénateurs à propos de la répression des mouvements sociaux par les organisations luttant contre le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, septembre 2014 (extraits)

« Ce projet de loi joue sur l'émotion, avec comme porte d'entrée commode la lutte contre les réseaux islamistes. Le droit français a une conception très large des actes de 'terrorisme', incluant de nombreuses infractions aux biens, alors que la conception onusienne met au cœur du terrorisme les attaques délibérées et indéterminées contre les civils avec l'intention de tuer. Le projet introduit ainsi la notion d'« entreprise individuelle terroriste » et crée un délit d'intentionnalité, il octroie des moyens étendus pour des écoutes et l'intrusion dans les ordinateurs privés, permet d'isoler des individus en les assignant à résidence dans des lieux reculés ou encore permet de faire fermer les sites d'information indépendante sous prétexte de contenu « séditieux » en poursuivant ceux et celles qui les consultent. Le glissement vers le Code Pénal d'infractions relevant traditionnellement du droit de la presse, déjà largement entamé, permettra l'assimilation

d'écrits revendicatifs, contestant l'organisation sociale ou l'ordre établi, à des actes de terrorisme ou à l'apologie du terrorisme. Son application pourrait servir à museler demain encore davantage toutes les formes de contestation sociale, touchant l'ensemble de la population.

Comme acteurs de la lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, nous savons de quoi nous parlons lorsque nous refusons l'augmentation et le durcissement d'outils liberticides. Notre mouvement fait face à une répression continue avec des dizaines de procès au cours des dernières années, des peines de prison, interdictions de territoire et amendes, blessures nombreuses et mutilations définitives par les armes de la police, extension de l'utilisation du fichage et de la vidéosurveillance. Ces mesures se sont encore intensifiées ces derniers mois. L'arsenal sécuritaire, renforcé sous le précédent gouvernement s'est banalisé : extension incon-

LOI CAZENEUVE : Une régression des libertés démocratiques

L'Assemblée nationale, dans une quasi unanimité (à l'exception du groupe écologiste), a adopté définitivement le projet de loi anti terroriste, présenté par Bernard Cazeneuve. Nous regrettons le vote favorable d'une majorité des députés du Front de gauche en faveur de ce projet de loi, alors que l'ensemble des organisations du Front de gauche ont pourtant critiqué vivement les conséquences qu'elle provoque et que les sénateurs Front de gauche s'y sont opposés. Derrière le prétexte de la lutte contre le terrorisme, cette loi s'inscrit dans l'érosion des cadres démocratiques qui frappe en particulier les Etats-Unis et l'Europe depuis le 11 septembre 2001.

Alors que le gouvernement de Manuel Valls multiplie les interdictions de manifester et s'emploie à jouer la manière forte face aux mobilisations sociales et écologistes, les dispositions prévues par le projet de loi, sous le coup de l'urgence médiatique et sans débat réel dans le pays, s'imposeront en permanence bien au-delà de leur objet initial.

Cette loi est porteuse d'une logique globale, celle de contourner, autant que faire se peut, l'instance judiciaire pour renforcer les pouvoirs de la police et de l'administration. L'interdiction préventive de sortie du territoire, censée prévenir de potentiels " terroristes ", pourrait tout à fait être étendue aux militants actifs dans le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien.

Le blocage des sites internet, le retrait de " l'apologie du terrorisme " du champ de la liberté de la presse, l'extension des pouvoirs de police dans la saisie des données informatiques, sans réel contrôle judiciaire, donnent des pouvoirs exorbitants et largement arbitraires qui menacent les libertés individuelles et collectives.

L'ajout d'une possibilité d'interdiction d'entrée sur le territoire français d'un ressortissant de l'Union européenne s'il représente une « menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société », pourrait ainsi être détournée à l'encontre des Roms qui seraient accusés de mendicité agressive...

Contre une telle logique, la défense des droits démocratiques, de la liberté d'expression, de circulation et de manifestation constitue un enjeu essentiel sur lequel les forces syndicales, politiques et associatives doivent trouver les moyens d'initiatives communes.

Ensemble !

Cette surenchère sécuritaire et cette criminalisation des mouvements sociaux s'appuient sur un dispositif législatif exponentiel, souvent voté dans une urgence argumentée par la lutte contre le terrorisme ou les réseaux islamistes. Là encore, Hollande-Valls n'y font pas exception (lire ci-contre la lettre aux parlementaires des organisations mobilisées contre le projet de Notre Dame des Landes lors du débat au Parlement de la

récente loi Cazeneuve). Il n'en est que plus dommage que les parlementaires du Front de Gauche aient cru bon de voter cette dernière loi.

Julien DOUILLARD



trôlée du fichage génétique ; pénalisation systématique du refus de prélèvement ADN ; délit de participation à un attroupement armé, cette résurgence aggravée de la loi anti-casseurs qui criminalise les manifestations ; utilisation de la DGSi comme police politique pour désigner des coupables et étayer les procédures d'inculpation, mais sans que la défense puisse accéder aux sources... Les dispositifs répressifs en recrudescence, loin de toucher seulement les mouvements sociaux, sont aussi utilisés quotidiennement contre les populations précarisées et dans les quartiers défavorisés pour asseoir les politiques libérales et l'injustice sociale.

Ce partage de la répression ne saurait nous étonner puisque nous partageons l'engagement dans le combat contre la destruction du vivant et des formes de solidarité sociale, contre l'accaparement des biens communs, contre des choix politico-industriels dictés par la recherche illimitée du profit, au

mépris des travailleurs-euses, paysan-ne-s et habitant-e-s. Nous refusons le traitement que nous valent nos actions collectives, faites parfois de colère ou inspirées par la détresse, parfois de démonstrations aussi pacifiques que symboliques. Nous dénonçons un usage étendu d'armes dites « non létales » qui éborgnent ou blessent gravement de plus en plus régulièrement les manifestant-e-s. Puis sur le plan pénal les procédures hâtives : garde-à-vue, fichage génétique, déferrement et comparution immédiate. Nous dénonçons cette justice expéditive que nous subissons, génératrice d'emprisonnement, désastreuse pour les droits de la défense, qui cherche avant tout à faire des exemples et à briser notre détermination, en vain. Nous appelons en ce sens tous les mouvements émancipateurs à s'unir contre la répression et à lui donner des réponses toujours plus larges et fortes, en premier lieu en continuant à lutter sans se laisser intimider ».

Révolte ou Révolution ?

Bien imprudent aujourd'hui (3 novembre à 10 heures), qui se hasarderait à pronostiquer l'issue des événements actuels au Burkina Faso. Ça grenouille dans les coulisses : envoyés spéciaux de l'ONU, de l'UA, de l'UE... Les hôtels de luxe et les résidences diplomatiques sont occupé(e)s. Les politiciens, pour beaucoup vieux chevaux de retour, magouillent. Les hommes et femmes providentielles se bousculent au portillon. La plupart s'affairent pour déminer le terrain et assurer une

continuité sans bouleversements essentiels d'orientation. « *Faire semblant de tout changer pour que rien ne change* », selon la célèbre formule du *Guépard*

Et pourtant on est tenté de dire que la réponse à la question est « Révolution ».

La jeunesse burkinabè, artisan courageux, parfois héroïque, du départ de Compaoré, revendique ce terme. Le respect que l'on doit à son action vaut bien qu'on le lui accorde. On pouvait

entendre, entre autres choses, dans la rue, après la prise de l'Assemblée Nationale « *C'est notre prise de la Bastille, à nous* ». Et encore « *Tom Sank [Thomas Sankara] peut enfin reposer en paix* ».

Au-delà, c'est un symbole. Comme l'emprisonnement et la décapitation de Louis Capet ont brisé des prisons mentales à l'époque, la confrontation avec celui qui faisait beaucoup d'efforts pour se donner des allures de vieux sage indéboulonnable (ça compte

L'appel commun des syndicats du Burkina

DECLARATION DE L'UAS SUR LA SITUATION NATIONALE

Depuis l'annonce du projet de loi portant révision de la Constitution, diverses manifestations ont été organisées pour rejeter cette forfaiture que prépare le Régime Compaore. Ces manifestations ont culminé le jeudi 30 octobre 2014, jour du vote dudit projet par les députés. La force de la mobilisation, la détermination des manifestant(e)s et particulièrement de la jeunesse ont permis d'empêcher le vote à l'Assemblée Nationale. A Ouagadougou, la colère des manifestants s'est abattue sur l'Assemblée Nationale, sur Azalaï Hôtel Indépendance, sur la Radio Télévision du Burkina, sur les domiciles et immeubles de certains dignitaires et proches du parti au pouvoir. Tout cela a abouti à la démission du Président Blaise Compaore.

L'Unité d'Action Syndicale (UAS) condamne la répression féroce qui a conduit à de nombreuses pertes en vies humaines ainsi qu'à de nombreux blessés. Toutefois, elle tient à saluer la retenue dont ont fait preuve certaines forces de sécurité, ce qui a permis d'éviter un bain de sang plus important. Elle présente ses condoléances aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

L'UAS tient à relever que toute la responsabilité des tueries, des destructions et pillages de biens publics et privés incombe au pouvoir de la IVème République qui s'est

entêté dans sa volonté de tripatouiller la Constitution pour conférer à Blaise Compaore un pouvoir à vie. De ce point de vue, les dignitaires du pouvoir de la IVème République doivent répondre de leurs crimes actuels et antérieurs. Il faut également rechercher et identifier les éléments des Forces de Sécurité et de Défense qui ont tiré sur les manifestants(es) lors de l'insurrection populaire et les traduire en justice.

L'Unité d'Action Syndicale (UAS), qui s'est toujours battue aux côtés de notre Peuple invite ses militant(e)s et sympathisant(e)s à se mobiliser davantage et à mieux s'organiser pour la prise en compte des vraies préoccupations des travailleurs et des masses populaires. Le retrait, puis l'annulation du projet de loi, ainsi que la démission du Président Blaise Compaore constituent une victoire partielle pour laquelle des dizaines de manifestant(e)s ont payé de leur vie. L'Unité d'Action Syndicale (UAS) dénonce les tentatives de récupération de cette lutte par des acteurs clés du même régime dénoncé et combattu. Il est inadmissible et révoltant que ceux qui, jusque-là se sont mis au service de Blaise Compaore, qui l'ont soutenu, l'ont protégé et organisé sa fuite se présentent aujourd'hui comme les animateurs de la transition.

Aussi l'Unité d'Action Syndicale (UAS) appelle-t-elle ses militant(e)s, l'ensemble des travailleurs (euses), tous ceux et celles qui se sont mobilisé(e)s

dans cette lutte héroïque du peuple, à rester mobilisé(e)s et vigilant(e)s en vue de se battre :

- pour la levée de la suspension de la constitution afin de préserver les espaces de libertés ;
- pour une transition civile ;
- pour l'arrestation et le jugement de Blaise Compaore et de ses fidèles ;
- pour la mise à l'écart de tous ceux qui, au sein du système Compaore, se sont illustrés dans des crimes économiques et de sang contre notre peuple ;
- pour l'établissement d'un bilan précis des personnes qui ont sacrifié leur vie lors de l'insurrection populaire et la prise de mesures en vue d'honorer leur mémoire.

Le mouvement syndical reste attaché au maintien et à l'élargissement des libertés démocratiques et syndicales, à un examen sérieux des préoccupations du monde du travail synthétisées dans le cahier de doléances unitaire et dans les plates-formes revendicatives sectorielles.

Non à la confiscation des acquis de la lutte du peuple !

Non à la violation des libertés !

Non à un régime d'exception !

Vive l'Unité dans l'Action des Travailleurs !

Vive le Peuple en lutte !

Ouagadougou, le 3 novembre 2014

en Afrique !!!), sa fuite piteuse, sont un signal d'espoir donné à tout un continent.

Plus d'une vingtaine d'élections présidentielles doivent se dérouler en Afrique dans les trois ans à venir. Et pour plusieurs d'entre elles, la tentation est grande, pour les dirigeants actuels, d'un coup d'Etat constitutionnel, comme s'y est essayé Compaoré, pour s'assurer un pouvoir à vie, à la façon des monarques d'avant 89. La riposte burkinabè va peut-être les faire réfléchir à deux fois.

Rappel du contexte:

Blaise Compaoré était au pouvoir depuis octobre 1987, après l'assassinat de Thomas Sankara, le leader révolutionnaire. On soupçonne fortement son implication dans ce drame. En tout cas le crime lui a profité !!! Après déjà deux tripatouillages constitutionnels qui lui ont permis de rester au pouvoir, il s'apprêtait à en commettre un troisième.

Ce caudillo, depuis 27 années, d'une " *démocrature* ", gouvernait avec une main de fer qu'il tentait de camoufler sous un gant de velours d'apparence démocratique. Plusieurs assassinats d'acteurs de la vie démocratique burkinabè, qui le gênaient, ont eu lieu. Le plus symbolique est celui du journaliste Norbert Zongo, qui avait déjà fait vaciller son pouvoir. Corruption, népotisme régnaient, détruisant peu à peu le tissu social d'un pays qui méritait de moins en moins l'appellation de « *Patrie des Hommes Intègres* » (traduction de « *Burkina Faso* »). La croissance importante, basée principalement sur l'extractivisme de l'or

Burkina Faso : 275 000 km² pour 17 millions d'habitant-es. Les deux tiers ont moins de 25 ans. Le revenu national brut par habitant était de 530 euros en 2013. L'ex Haute-Volta est indépendante (de la France) depuis août 1960. Thomas Sankara lui a donné le nom de Burkina Faso, « pays des Hommes Intègres » le 4 août 1984. Trois ans plus tard, au bénéfice d'un coup d'Etat, Blaise Compaoré fait assassiner Thomas Sankara et prend le pouvoir.

et la culture du coton OGM de Monsanto, profitait surtout à un petit nombre qui étalait une richesse insolente. Une classe moyenne émergente, parfois (souvent?) corrompue, en tout cas dans sa majorité avide de consommation à l'occidentale, s'accommodait assez bien de la situation.

Coiffant parfois, avec la bénédiction de la France et de l'Occident, la casquette de médiateur dans les conflits régionaux, il est difficile d'oublier que son nom est cité comme acteur de premier plan dans les terribles guerres du Libéria et de Sierra Leone.

Il s'est dit, au procès de Charles Taylor par exemple, qu'il trempait dans le trafic des armes et des diamants.

Il a soutenu la prise de pouvoir d'Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire, « *son bon ami, son frère* » déclarait encore celui-ci, il y a quelques jours. Les *Forces Nouvelles* du Nord de la RCI, peuvent le remercier de son aide, lors de la rébellion armée, sous l'œil bienveillant et complice des gouvernants français. C'est sans doute pourquoi Compaoré a cherché refuge chez son complice.

Alors, si aujourd'hui, ces Tartuffe qui nous gouvernement appellent au respect de la Constitution, au calme, cela ne pourra faire oublier les louanges décernées par Ségolène Royale, Laurent Fabius et consorts au Président déchu. Cela ne pourra dissimuler leur silence " diplomatique ", quand chacun savait que le coup d'Etat constitutionnel envisagé était honni par la majorité de la population. Les militaires français, influents au sommet de l'Etat lui savaient sans doute gré d'accueillir en dehors de tout traité, le COS (Commandement des opérations spéciales) avec plus d'une centaine d'hommes basés à proximité de Ouagadougou (uniquement dépendants de Hollande, c'est peu connu !).

Les USA, pour leur part, avaient fait connaître assez clairement leur désapprobation. Ils ont pourtant une base de drones au Burkina et l'aéroport de Ouagadougou leur sert parfois pour l'atterrissage d'avions militaires. Tout cela bien évidemment au nom de la sacro sainte lutte contre le terrorisme. Il n'y avait pas le risque au sein du gouvernement français de commettre la même bourde que Michèle Alliot



Thomas Sankara. Dirigeant anti-impérialiste du Burkina Faso de 1983 à son assassinat en 87



Blaise Compaoré, soupçonné d'être responsable de la mort de Sankara, chef de l'Etat de 87 à 2014



Norbert Zongo, journaliste burkinabè, assassiné alors qu'il enquêtait sur le frère du président Compaoré en 1998



Le Lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida, « chef de la transition » désigné par l'armée.



François Hollande. Prestataire de service en déménagement de dernière heure pour régime autoritaire chancelant

Marie lors des soulèvements tunisiens. Nos instructeurs sévissent déjà dans les camps d'instruction des forces de répression burkinabè, comme il est connu que des membres de ces dernières viennent se former régulièrement en France. Cela fait partie, paraît-il, de l'Aide Publique au Développement (APD). Et quand les crédits de l'APD sont rabotés, la part consacrée à cette catégorie est épargnée !

Où en est-on ?

Le coup de poker criminel de Compaoré, encouragé par le silence de la France, qui a les yeux de Chimène pour son allié sahélien, a échoué. La détermination et le courage de la jeunesse burkinabè surtout ont amené sa fuite et son refuge piteux chez son ami Ouattara. Il faut souligner à ce propos que les militaires et les policiers dans leur ensemble, peut être eux aussi gagnés par le ras le bol général, ont fait preuve d'une certaine modération. Ils n'ont pas déclenché pas le bain de sang qui était à craindre, quand les manifestants désarmés ont pris d'assaut l'Assemblée Nationale à Ouagadougou ou l'Hôtel de Ville à Bobo Dioulasso, symboles de pouvoirs serviles et corrompus. On déplore quand même, semble-il, entre vingt et trente morts et une centaine de blessés. Certaines des victimes ont été tuées ou blessées par des familiers de Compaoré défendant leurs privilèges !

A l'heure où ces lignes sont écrites, un seul militaire, le Lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida se présentait comme chef de la transition, désigné à l'unanimité par ses pairs. Pendant un temps, le Général Traoré, chef d'Etat Major nommé à l'époque par Compaoré avait aussi prétendu à ce rôle. Zida avait déclaré devant la foule, avec à ses côtés des représentants du « Balai citoyen » et d'autres mouvements très dynamiques, acteurs du renversement de Compaoré, que la transition serait la plus courte possible et que les "forces vives" y seraient associées. C'est positif.

Ce qui peut inquiéter davantage, c'est le rôle que prétendent s'attribuer les militaires. C'est aussi, accessoirement, que

ce Zida était le second dans la hiérarchie du régiment de Sécurité Présidentielle, donc, normalement, un fidèle parmi les fidèles.

L'opposition politique, dont beaucoup de dirigeants ont gouverné avec Compaoré et sont des zélés du libéralisme (anciens cadres d'Aréva Afrique, de la Banque Mondiale ou de l'OMC !) affirme, avec raison, ne pas vouloir être mise à l'écart. Un meeting s'est déroulé Dimanche 2 novembre appelé par les partis de l'opposition et les mouvements de la société civile pour affirmer leur refus qu'un coup d'Etat militaire succède à la tentative de coup d'Etat constitutionnel, leur volonté d'une transition civile.

Incertitude donc. Et la plus grande confusion règne quand où ces lignes sont écrites.

N'empêche... Si le bonapartisme a succédé à 1789, la Révolution avait bien eu lieu. Le 30 octobre 2014 marquera de façon indélébile le refus populaire des présidences à vie et l'éruption décisive de la jeunesse sur la scène politique.

Il faut souligner à ce propos le rôle primordial joué par le « Balai Citoyen », mouvement regroupant essentiellement des jeunes, dans la mobilisation avant ces journées historiques. Avec comme figures de proue populaires, deux chanteurs, l'un de rap, l'autre de reggae, Smokey et Sam's K le Jah, ce mouvement a très tôt fait entendre son refus catégorique de la présidence à vie et des tripatouillages. Mais il a su mener aussi des luttes concrètes contre les coupures d'électricité, le mauvais fonctionnement de certains hôpitaux ou la corruption. Son mot d'ordre « Notre force est notre nombre » s'est illustré avec éclat ces derniers jours et le peuple burkinabè a d'ores et déjà remporté une grande victoire dont il sera bien difficile de le déposséder totalement. Il refuse de s'inscrire dans le champ politique mais assume un héritage sankariste. ■

Christian DARCEAUX

• Militant d'Ensemble !, notre ami Christian Darceaux partage sa vie, depuis plusieurs années, entre le Burkina et la France.

Quinze années après le début des expériences post-néolibérales en Amérique latine, les consultations électorales de cet automne en Bolivie, au Brésil et en Uruguay revêtaient un enjeu important pour la continuité des processus de transformation sociale. Confrontée à une offensive de la droite, qui s'est notamment traduite par sa victoire dans les grandes villes lors des élections municipales au printemps dernier en Equateur et une tentative de déstabilisation au Venezuela, la gauche latino-américaine allait-elle consolider ses positions après ses victoires au Salvador et au Chili début 2014 et fin 2013 ?



Les résultats des élections du mois d'octobre semblent avoir apporté un élément de réponse. Evo Morales a été réélu pour un troisième mandat en Bolivie, le Parti des travailleurs a remporté une quatrième victoire consécutive au Brésil et le Frente Amplio (Front large) se trouve en position favorable pour obtenir un troisième mandat en Uruguay. Objectivement et indépendamment de la caractérisation de cette gauche et des politiques distinctes dans ces trois pays, l'usure du pouvoir ne se traduit pas encore totalement au niveau électoral et les résultats démontrent plutôt une consolidation malgré un recul en termes de voix particulièrement marqué au Brésil. Dans les trois pays, les électors des candidat-e-s sortant-e-s se sont fortement mobilisés pour assurer la continuité mais ces victoires sont probablement plus fragiles qu'il n'y paraît.

Résistance électorale d'une gauche latino-américaine en mutation



Bolivie

BOLIVIE :

**Une majorité consolidée
pour poursuivre
la transformation du pays**

Le 12 octobre, Evo Morales et le Mouvement vers le socialisme (MAS) ont stabilisé leurs positions. Élu au premier tour, avec 61% des voix (-3 points par rapport à 2009), le président a remporté une large victoire et continue de disposer d'une large majorité à la Chambre des députés et au Sénat. En effet, le MAS a obtenu 84 sièges de députés (-4) sur 130 et 25 de sénateurs (-1) sur 36, soit une majorité des deux tiers des sièges dans les deux assemblées, nécessaire pour entreprendre des réformes constitutionnelles. Le MAS l'emporte dans huit départements sur neuf, seul le Beni reste acquis à l'opposition.

En Bolivie, la droite défaite en 2008, à l'issue d'une tentative de déstabilisation de trois années et un travail de sape incessant au sein de l'assemblée constituante, n'est pas parvenue à se réorganiser (ses leaders les plus violents se sont réfugiés à Miami). Divisée, elle n'obtient que 33,5% des voix. Ses candidats, Samuel Doria Medina (Unité démocrate) et l'ex-président 2001-2002, Jorge Quiroga Ramírez (Parti démocrate-chrétien), obtiennent respectivement 24,49% et 9,07% des voix.

Les autres candidatures d'opposition, du centre-gauche et écologiste, Juan del Granado (Mouvement sans peur - MSM) et Fernando Vargas (Parti Vert de Bolivie), qui avaient quelques illusions, ne franchissent pas la barre des trois pour cent, indispensable pour leur légalisation. Ils obtiennent sensiblement le même score, 2,72% et 2,69% et leurs partis ne disposeront que d'un poste de député chacun.

Lors des élections municipales de 2010, après avoir rompu avec le MAS, le MSM avait remporté les villes de La Paz et d'Oruro et il escomptait un meilleur résultat.

Le second, affilié au niveau international à Global Greens, avait constitué une alliance avec, d'une part, des organisations indigènes autrefois soutiens d'Evo Morales, le Conseil national d'Ayllus et Markas de Qullasuyu (CONAMAQ) et la Confédération des peuples indigènes



de Bolivie (CIDOB) et, d'autre part, le collectif citoyen de Cochabamba et le regroupement politique pour la défense du parc national Tipnis. Cette candidature entendait capitaliser la mobilisation et le soutien liés aux incidents de Tipnis en opposition au projet de route de 300 kilomètres, financé par des investissements publics brésiliens, dont le tracé initial fut finalement annulé en octobre 2011 suite à la marche des opposant-e-s jusqu'à La Paz.

Au lendemain de ces élections, force est de constater que les oppositions ne

Au lendemain des élections, force est de constater que les oppositions ne sont pas en mesure de freiner le « grand pas en avant » engagé en Bolivie depuis 2005. Le pays a été moins pénalisé que ces voisins par le retournement de conjoncture et la réduction de la pauvreté (de 36 à 20%), la modernisation du pays est notable. Pour autant, il est confronté à des contradictions avec le développement des politiques extractivistes.

sont pas en mesure de freiner le « grand pas en avant » engagé en Bolivie depuis 2005. Le pays a été moins pénalisé que ces voisins par le retournement de conjoncture et la baisse des cours des matières premières, le PIB a été multiplié par trois en neuf ans, les mesures de redistribution sociale ont permis de réduire la pauvreté de 36% en 2005 à 20% en 2014, la modernisation du pays est notable

avec la construction de nombreuses infrastructures nécessaires au désenclavement du pays le plus pauvre d'Amérique du sud, même si elle se heurte à des oppositions comme dans le cas Tipnis.

Pour autant, à l'image de ses voisins, il est confronté à des contradictions avec le développement des politiques extractivistes. Le pays détient notamment 80% des ressources en lithium et

envisage de les exploiter mais ne maîtrise pas la technologie et a dû faire appel aux chinois pour la construction d'une usine de batteries.

Les résultats montrent que les électeur-trice-s ont largement plébiscité les changements entrepris en Bolivie par Evo Morales et Álvaro García Linera et ceux-ci disposent des coudées franches pour poursuivre la transformation économique, sociale et politique du pays jusqu'en 2019.

**BRÉSIL :****Une victoire étriquée et un prochain mandat délicat**

Le 26 octobre, Dilma Rousseff, candidate de la coalition *Avec la force du peuple* a été réélue présidente du Brésil avec 51,64 % des voix face à son adversaire de droite, Aécio Neves, Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), à la tête de la coalition *Transformer le Brésil*, qui a recueilli 48,36 %.

Cette élection a été acquise de haute lutte, grâce à une forte mobilisation des réseaux du Parti des travailleurs. En quatre années, Dilma Rousseff aura perdu 4,5 points et 1 125 000 voix. Le 5 octobre, lors du premier tour, elle était arrivée en tête avec 41,59 % (-5,3%) en devançant son adversaire du second tour de 8 points (33,55 %) contre 14 points lors de la précédente consultation face à José Serra (PSDB). Par rapport à l'élection de 2010, le candidat de droite a recueilli 7,3 millions de voix supplémentaires au second tour. Il apparaît qu'Aécio Neves a engrangé près des trois quarts des voix de Marina Silva, candidate du Parti socialiste brésilien (BSB) *Unis pour le Brésil* qui préconisait une politique économique plus libérale et moins interventionniste, elle avait obtenue 21,32 % au premier tour.

Largement distancée, Luciana Genro, Parti socialisme et liberté (PSOL), arrive en 4^e position avec 1,6 million de voix et un taux de 1,55%. Elle devance nettement les autres candidats de la gauche radicale, José Maria de Almeida, Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU), qui n'a recueilli que 0,09 % des voix et Mauro Luis Iasi, Parti communiste brésilien (BCB), 0,05 %, les trois organisations n'avaient pas trouvé d'accord pour cette élection.

Il convient de noter que la participation entre les deux tours a baissé de 2,4 mil-

lions de votant-e-s (2,5 points) et que les votes nuls et blancs ont également décliné, respectivement de 2,1 points et 1,13. Ces paramètres mériteraient probablement une analyse plus fine mais ils expriment indubitablement une certaine défiance vis-à-vis du système politique.

Nul doute que les mobilisations de protestation du printemps et de l'été 2013 auront pesé sur le scrutin. Les revendications pour le transport gratuit, l'amélioration des services publics de la santé et de l'éducation et la démocratisation du système révèlent un malaise profond au regard des politiques conduites.

La consultation organisée par le *Mouvement pour un plébiscite populaire*, initiée par le Mouvement des sans terre (MST), a remporté un succès non-négligeable puisque 7,7 millions de citoyen-ne-s y ont participé début septembre. Elle démontre amplement la nécessité d'engager un processus constituant pour changer des institutions et le système politique qui ne sont plus adaptés à la réalité brésilienne. Si on y ajoute les protestations contre le coût de l'organisation de la Coupe du monde de football et des Jeux olympiques de 2016, la contestation contre les orientations politiques est ascendante, elle ne repose plus sur les organisations sociales classiques et emprunte un nouveau répertoire d'actions.

Ces contestations dénotent la faiblesse de politiques de redistribution sociale dans un pays qui demeure un des plus profondément inégalitaires et que la *Bolsa família* ne saurait masquer. Elles révèlent également l'abandon des couches moyennes de la population, celles qui étaient autrefois la base sociale du PT.

Plus généralement, le modèle économique "néo-développementiste" a conduit à privilégier l'agro-business au détriment de la réforme agraire et l'exploitation des ressources naturelles au détriment de la préservation de la biodiversité.

Le net ralentissement économique puis la récession (la croissance est passée de 7,5% en 2010 à -0,8% en 2014) et l'augmentation de l'inflation pèsent sur l'activité malgré un faible taux de chômage de l'ordre de 5% et des augmentations de salaire dans le secteur public. Le prochain mandat de Dilma Rousseff s'annonce particulièrement délicat. Début novembre, sur les conseils du FMI, elle a annoncé la mise en œuvre d'une politique d'austérité pour juguler l'inflation. Le progrès social risque bien d'en faire les frais.

**URUGUAY :****Enracinement de la gauche et inflexions prévisibles**

Le 26 octobre, Tabaré Vázquez et le Frente Amplio¹ (FA) sont arrivés largement en tête lors du premier tour des élections générales. Le candidat a obtenu 47,81 % des voix, soit un score quasi-identique avec celui de son prédécesseur Pepe Mujica en 2009 (47,95%) et, ce alors que toutes les diverses enquêtes prédisaient un score oscillant entre 42 et 44%, ce qui n'a manqué de déclencher une polémique importante à l'encontre des instituts de sondage et de la presse acquise à la droite.

Le FA a obtenu une courte majorité absolue à la Chambre des députés (50 sièges sur 99 (égale à la précédente législature) et l'obtiendra au Sénat en cas de victoire au second tour de la présidentielle (En Uruguay, le vice-président siège au Sénat). Il détient 15 sièges (-2) sur 30. Le FA est en tête dans treize départements sur dix-huit. Les rapports de force internes sont plutôt en faveur d'un renforcement des positions de la gauche au sein de la coalition dans les deux chambres, avec notamment six sièges de sénateur-trice-s pour le Mouvement de participation populaire (organisation du président sortant) et trois pour le Front Libéré Seregny face aux partis socialiste et communiste mais le pouvoir du président est important.

Leurs deux opposants de droite, les "héritiers" Luis Alberto Lacalle Pou du Parti National et Pedro Bordaberry du Parti Colorado, ont obtenu 30,88 % et 12,89 %. Leurs partis, qui ont dominé la vie politique en Uruguay pendant un siècle trois quarts (ils ont été créés la même année, en 1836 et ont gouverné en alternance le pays jusqu'en 2004), ont obtenu respectivement 32 (+2) et 13 (-4) sièges de députés et 10 (-7) et 5 (=) sénateurs.

Les autres formations n'ont recueilli que très peu de suffrages. Pablo Mieres et le Parti indépendant (Centre) qui espéraient un bon score, n'obtiennent que 3,09 % des suffrages, 3 (+1) sièges de députés et 1 (+1) de sénateur. L'unité populaire (coalition de 6 petites organisations d'extrême gauche dont certaines ont quitté le FA) obtient le modeste score de 1,13 % et 1 (+1) poste de député conquis à Montevideo. Le Parti écologiste radical intransigeant (si, si, cela existe...), opposé au projet d'exploitation minière dans le centre du pays et au développement des plantations d'eucalyptus pour alimenter les énormes papeteries à capitaux finlandais, ne recueille que 0,75 % des voix. Enfin le Parti des travailleurs (formation trotskyste orthodoxe ayant refusé d'intégrer l'Unité populaire) n'obtient que 0,13 %.

Le président sortant, Pepe Mujica, termine son mandat avec un taux de popularité jamais égalé dans l'histoire de l'Uruguay. Il aura marqué son empreinte par l'adoption de mesures sociétales comme le mariage pour tous, la légalisation de l'avortement (seul État en Amérique du Sud) et celle de la marijuana. Mais aussi par un engagement personnel en faveur des expériences autogestionnaires, en impulsant la création d'un fonds spécifique d'aide aux entreprises récupérées et la résolution de la question de la sécurité juridique relative aux expropriations.

Par contre, il aura poursuivi l'orthodoxie financière et économique de son prédécesseur et probable remplaçant, Tabaré Vázquez. Le pays a été moins touché par le ralentissement économique, observable en Argentine, au Brésil et surtout au Venezuela. Pour la onzième année consécutive, la croissance a été positive (4,4% en 2013) et les prévisions indiquent 2,8% pour 2014. La présidence de Tabaré Vázquez marquera probablement des inflexions et il n'est pas exclu que les lois sur l'avortement et la marijuana soient remises en cause.

• FIN D'ÉTAPE HÉROÏQUE • et processus de lulización de la gauche latino-américaine

Les évolutions en cours en Amérique latine ne peuvent se mesurer à l'aune des résultats électoraux de ces trois pays car il faudrait notamment prendre en compte les crises en Argentine et au Venezuela, fussent-elles de nature différente, mais qui pèsent sur l'avenir du sous-continent. Pablo Stefanoni parle de « fin d'étape héroïque » et de lulización (en référence à Lula²) de la gauche latino-américaine, résultant de la crise vénézuélienne qui a

laissée le champ libre au Brésil pour s'imposer définitivement comme leader régional avec son modèle économique "néo-développementaliste" en lien avec les entreprises supranationales.

Si les expériences développées depuis quinze ans peuvent être caractérisées de post-libérales, en rupture avec le consensus de Washington, au regard de l'intervention des États et la mise en œuvre de réformes structurelles importantes concourant à un développement économique et au progrès social, elles ont été également victimes de la crise du centre du capitalisme. Le retournement de la conjoncture se traduit par un ralentissement économique qui pèse indéniablement sur les choix politiques.

La perspective du socialisme du XXI^e siècle, concept jamais réellement défini, s'est envolée avec la mort d'Hugo Chávez et la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela ont perdu le monopole idéologique au sein de l'Union des nations d'Amérique du sud (UNASUR). Et, l'Amérique du sud risque d'être confrontée dans les prochaines années à une nouvelle droite capable de combiner le populisme sécuritaire, le libéralisme culturel et un visage social.

La gauche latino-américaine a combiné l'augmentation de l'exploitation des ressources naturelles et les politiques sociales dans le cadre du consensus « néo-développementaliste » mais ces politiques ont généré un accroissement des conflits environnementalistes (Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur et Pérou). La reprimarisation des économies, l'influence croissante chinoise, la construction d'infrastructures et l'exploitation des ressources dans des zones protégées (Tipnis, Yasuni) provoquent de plus en plus de débats. Le développement important de la culture du soja en Argentine, Brésil et au Paraguay, impulsé par la demande asiatique, a transformé profondément la production agricole et la vie rurale dans ces pays. Si les politiques sociétales ont évolué avec l'adoption de mesures en faveur de l'égalité des sexes en Argentine, le mariage pour tous au Brésil et en Uruguay comme évoqué plus haut, Evo Morales et Rafael Correa s'opposent farouchement à toutes ces mesures et l'avortement n'est toujours pas légalisé en Argentine et au Brésil.

Au regard du contexte global, les victoires des partis sortants dans les trois

La perspective du socialisme du XXI^e siècle, concept jamais réellement défini, s'est envolée avec la mort d'Hugo Chávez et la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela ont perdu le monopole idéologique au sein de l'Union des nations d'Amérique du sud (UNASUR). Et, l'Amérique du sud risque d'être confrontée dans les prochaines années à une nouvelle droite capable de combiner le populisme sécuritaire, le libéralisme culturel et un visage social.

pays évoqués apparaîtront fragiles à des degrés divers, si les gouvernements respectifs n'entreprennent pas des politiques de transformation plus audacieuses, en rupture avec le modèle capitaliste et productiviste. La désillusion est très forte au Brésil, elle pourrait se traduire par des alternances de droite dans le pays mais également dans d'autres au cours des prochaines années. D'autant que, force est de constater que la gauche radicale dans ces différents pays ne parvient pas à percer électoralement et ne se trouve pas en mesure de capitaliser les mécontentements. Elle pourrait cependant avoir un rôle important à jouer dans les mobilisations qui ne manqueront pas de surgir. ■

Richard NEUVILLE

Relire à ce sujet

- Richard Neuville, « Bolivie : Un type de développement aux conséquences environnementales prévisibles », R&V #275, Mai 2008
- Paulo Marques, « Le Brésil indigné » R&V #366 – Juillet 2013, p.6-9.

1. Le Frente Amplio est une coalition composée d'une trentaine d'organisations politiques et d'assemblées du centre-gauche à l'extrême gauche, elles-mêmes constituées en regroupements en interne. Il a été créé en 1971 et plusieurs fois refondé. Il rassemble notamment le Mouvement de participation populaire (constitué d'ex-Tupamaros) principale organisation, Le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti socialiste des travailleurs (IV^e Internationale), le Front Liber Seregni, etc. Il entretient des relations étroites avec la centrale syndicale unique, le PIT-CNT.

2. Lulización en référence à l'influence exercée par Lula.
Pablo Stefanoni, « la lulización de la izquierda latinoamericana », Brecha, Montevideo, Octobre 2014, p.34-35.

L'exemplarité, c'est pour quand ?

Le président vraiment normal ne pilote pas un pédalo, n'est point passager masqué sur scooter aux alentours de la rue du Cirque. C'est un ancien guérillero de 78 ans, président de l'Uruguay : José Mujica.

Il vit dans une ferme, refuse (et redistribue) 90% de ses émoluments présidentiels (10 200 euros mensuels).

L'une de ses interventions à la tribune de l'ONU (24 sept. 2013) vaut d'être connue et largement diffusée :

« Nous avons sacrifié les anciens dieux matériels pour installer le Dieu Marché dans le temple. Celui-ci a pris en main l'économie, la politique, nos habitudes, notre vie, et va jusqu'à réduire à des valeurs financières et à des parts de marché l'apparence du bonheur. Nous semblons n'être nés que pour consommer et consommer et quand nous ne pouvons suivre, nous le payons par la pauvreté et l'auto-exclusion. Ce qui est certain aujourd'hui, c'est qu'il nous faudrait trois planètes si toute l'humanité aspirait à vivre comme un Nord-Américain moyen. On nous impose « une civilisation contre la simplicité, contre la sobriété [...] contre la liberté de disposer du temps nécessaire pour vivre les relations humaines, l'amour, l'amitié, l'aventure, la solidarité. Une civilisation contre le temps libre, non rémunéré qui permet de se réjouir en contemplant la nature. »

Décapant, non ?

Je plaide pour une importation dans l'hexagone des principes de Mujica. Nos politiciens professionnels gagneraient en respectabilité en réduisant indemnités et la durée de leurs mandats cumulés. Le revenu médian est aux alentours de 1700 euros mensuels (1820 pour les hommes, 1560 pour les femmes), avec quelques frais en sus remboursés, ils vivraient, nos représentants, au niveau de la moitié des Français. Après tout, on fait de la politique pour défendre des idées, pas pour vivre au dessus des moyens du Français ... moyen.

Démagogie ? Populisme ? Démago : qui plait au peuple... A en juger par le discrédit qui dévalorise les professionnels de la profession, un peu de séduction ne saurait nuire.

Allez... on essaie, pour voir. Dégageons l'horizon, ce ne sera pas le Grand Soir, juste une façon de redonner de l'espoir à tous ceux (nombreux) qui doivent se résigner à vivre des petits matins lamentables. De l'audace, que diable !

Alain VÉRONÈSE

Sources, pour compléter ce trop rapide artillet (le directeur de publication nous impose des cadences infernales...) : Insee, salaires et revenus d'activité, 2011, Coerrier International, n°1152, 23 nov. 2012 et La Décroissance : n°114, nov. 2014. Également en film : Mujica, le pouvoir du cœur de Lucia Wainberg. Internet...

AC ! Vingt ans et toutes ses dents !

Qui sème la misère, récolte la colère...

Nous avons crié, clamé, hurlé ce slogan depuis longtemps dans de nombreuses manifestations. Depuis 1994, arrivée à Paris de la « Marche contre le chômage et la précarité ».

Et, de rentrer chez soi, épuisé et pas content. Malgré une combativité dont l'ardeur est aujourd'hui (provisoirement ?!) amoindrie...

Où, la misère prospère sur le terrain fertile du libéralisme globalisé, du capitalisme qui organise la concurrence planétaire.

La colère ? Trop souvent n'est que révolte partielle, flambée éphémère.

Assommés, débordés par les difficultés de la vie quotidienne, harcelés par les contrôles ineptes, chômeurs et précaires n'ont guère le loisir de penser, désirer et militer pour une refonte radicale du marché du travail qui permettrait à toutes et chacun d'avoir accès à un revenu

décent pour un emploi de durée fort réduite.

Travaillez moins, mieux et travailler tous !

Un emploi, c'est un droit, un revenu c'est un dû ! Depuis 20 ans c'est le mot d'ordre, la revendication d'AC ! La semaine de 32 h, à défaut d'emploi, une indemnisation proche du Smic... où en sommes-nous aujourd'hui ? Formidable régression... L'idéologie libérale a fait des dégâts, tant dans la société, que dans les têtes. Pourtant, compte tenu des gains de productivité, le réalisme d'hier, justifie pleinement les revendications d'aujourd'hui.

Pour éradiquer la misère, il est urgent de trouver des débouchés politiques et novateurs à la colère dont l'énergie peut servir à construire une autre société où le travail ne serait plus le nec plus ultra de l'aventure, humaine.

Pour les 20 ans d'AC AC ! Agir ensemble contre le chômage !!
Il ne s'agit pas de souffler des bougies, mais d'allumer des flambeaux !

Interventions, analyses, débats, actualisations et cinéma...

Buffet et libations...

On ne mendie pas un juste droit : on se bat pour l'obtenir !

Samedi 13 décembre 2014. De 14 h à 22 h.

29 avenue Ledru-Rollin. 75012. Paris.

Local du DAL.

« Quelles démarches politiques, quelles conditions, quels outils pour porter un projet alternatif, solidaire, écologiste, féministe et autogestionnaire ? ».

Le congrès des Alternatifs aura lieu les 13 et 14 décembre à Paris

L'analyse de la situation sociale et politique et le devenir des Alternatifs en sont les fils conducteurs. Dans le débat, deux orientations ont émergé.

La motion 1 considère que les conditions d'un dépassement des Alternatifs au sein du mouvement Ensemble ! sont réunies et se prononce dans ce sens.

La motion 2 défend la nécessité des Alternatifs comme organisation indépendante porteuse d'un projet spécifique, donc leur relance.

Trois bulletin interne des Alternatifs sont consacrés au débat, nous souhaitons en faire connaître les termes aux lecteurs/trices de « Rouge et Vert ». Un nouveau congrès au premier semestre 2015 en tirera les conclusions.

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE



FACE A LA CRISE SYSTÉMIQUE, ENSEMBLE ! ÉLABORONS UN PROJET ALTERNATIF ET CONSTRUISONS UN PARTI-MOUVEMENT

Quelques éléments pour restituer les enjeux et approfondir les débats

Notre analyse de la crise systémique – crises du capitalisme, sociale, écologique, géopolitique et démocratique – nous impose d'en tirer toutes les conclusions : seul un véritable projet alternatif de société sera à la hauteur des enjeux auxquels nous sommes confronté-e-s. En effet, face aux multiples dimensions de la crise, nous devons contribuer à faire émerger une alternative globale.

Et pour Les Alternatifs que nous sommes, l'approche écologique comme la question de la RTT qui recèlent une dynamique émancipatrice majeure sont fondamentales dans le projet alternatif. Elles ont toute leur place au sein d'Ensemble ! comme le soulignent ses textes fondateurs qui mettent « l'écologie au cœur de notre projet de société » et qui revendiquent une réduction massive du temps de travail. On peut regretter que certaines thématiques ne semblent pas assez travaillées (comme la question de l'aménagement du territoire) ou que ne soit pas mise en œuvre une grande campagne sur la RTT. Mais il s'agit justement de faire progresser ces questions politiques qu'un nombre important de militant-e-s issu-e-s d'autres composantes d'Ensemble ! ou du mouvement altermondialiste, partagent d'ailleurs avec nous de longue date.

Depuis de nombreuses années, Les Alternatifs mènent une réflexion autour de ces questions. Ainsi, elles/ils ont décidé au congrès de 2012 d'ajouter le Violet aux Rouge et Vert pour montrer l'importance qu'ils/elles donnent au féminisme. Le caractère multidimensionnel de la crise exige aujourd'hui d'aller plus loin, d'être plus ambitieux-ses. Nous n'avons pas de réponse toute faite (certain-e-s d'entre nous avaient, il y a peu, proposé les couleurs de l'arc-en-ciel) mais ces réflexions sur le projet comme sur le parti-mouvement nous semblent essentielles.

Notre proposition de dépassement dans Ensemble ! se fait dans l'optique suivante : travailler à construire un regroupement politique allant bien au-delà des composantes « organisées » qui sont à son origine. Un regroupement largement ouvert à des syndicalistes, des associatives/associatifs et à des citoyen-ne-s afin de

participer à l'élaboration d'un projet alternatif en faisant fructifier nos piliers et nos acquis collectifs (autogestion comme axe stratégique, féminisme, solidarité, écologie, altermondialisme, parti-mouvement, révolution longue) au contact d'autres cultures politiques issues des gauches radicales désormais largement ouvertes à la nécessité d'une refondation du projet d'émancipation. Cet auto-dépassement conforme à notre projet de toujours (1) de considérer que les Alternatifs n'étaient qu'une étape dans la construction de la gauche alternative, nous permettra une intervention plus « grand angle » même si à une échelle de masse cela reste toujours bien insuffisant.

Mais, fidèles à l'histoire des Alternatifs, nous articulons, dans la construction d'une telle force politique, l'intervention critique dans le champ politique et institutionnel et la participation aux luttes, aux mouvements sociaux et aux pratiques et expériences alternatives. En effet, ce sont des éléments majeurs de résistances immédiates mais aussi d'élaboration du projet et ceci dans une relation non hiérarchisée avec les mouvements sociaux et les luttes. C'est dans cette articulation que le rôle d'un parti-mouvement – acquis majeur de l'histoire des Alternatifs – prend tout son sens. Conception très largement reprise par Ensemble ! lors de sa création, même si les mots utilisés ne sont pas forcément les mêmes que les nôtres.

Enfin, dans la réflexion sur le fonctionnement du parti-mouvement, la question du consensus est un élément auquel les Alternatifs ont toujours donné toute son importance sans pour autant en faire un absolu car cela ne règle en aucun cas de manière définitive la question de la prise de décision collective. Il ne s'agit pas d'une question d'efficacité mais plutôt d'une question de respect des adhérent-e-s qui auraient choisi une orientation politique comme de celles et ceux qui ne seraient pas en accord avec cette orientation. Et il s'agit aussi, comme nous l'avons appris dans le mouvement altermondialiste, de fonctionner autant que faire se peut au consensus pour nos prises de décision. Mais le consensus ne doit pas entraîner la paralysie, la négation

de l'existence d'une orientation majoritaire à l'issue d'un débat démocratique. Il nous faut donc réfléchir, expérimenter, inventer de nouveaux modes de fonctionnement dans lesquels doivent se combiner fonctionnement au consensus et à la décision majoritaire (dans le sens d'une large majorité). Nous tenons à ces pratiques politiques que nous avons forgées collectivement au sein des Alternatifs et nous constatons qu'elles se retrouvent en très grande partie dans le fonctionnement qu'Ensemble ! a décidé d'adopter depuis sa création.

C'est tout cela que nous continuerons de porter dans Ensemble ! afin de participer activement à l'élaboration d'un véritable projet alternatif et à la construction d'un parti-mouvement qui fasse vivre le patrimoine des Alternatifs. Celui-ci ne peut vivre que dans la confrontation au réel et dans la construction commune avec d'autres que nous. ■

Pour les signataires du texte 1 : Marie Odile Crabbé-Diawara (25), Véronika Daae (66), Jean Louis Griveau (29), Arthur Leduc (06), Joëlle Reynaud (32), Alain Touleron (69)

(1) Preamble des statuts des Alternatifs : Le mouvement s'inscrit dans le processus de recomposition d'une gauche alternative et écologique. Il sera donc partie prenante des initiatives larges de débat et d'actions communes en ce sens.



Les Alternatifs, une vision d'avenir

Est-ce qu'un parti politique (parti mouvement, fédération, front, ...) est nécessairement contraint de privilégier une stratégie d'alliances avec « ses pairs » - les autres partis- au détriment des mouvements sociaux et des organisations se préoccupant de questions pouvant sembler secondaires ou sectorielles mais qui n'en sont pas moins, mises bout à bout, au cœur de nos préoccupations.

C'est là l'enjeu des petits partis-mouvements comme celui des Alters comme il en fut pour les autres partis qui composent aujourd'hui Ensemble, et de loin, le front de gauche. Le choix cornélien entre ceux qui causent comme nous, ceux qui apparaissent comme des grands frères (le PCF), comme des soutiens exotiques (le PG), ou des gens qu'on croise ici ou là au détour d'une manif pour la Palestine ou pour le mariage gay. Par exemple, là où les organisateurs de la manif de la Palestine se réunissent toutes les semaines depuis des décennies pour organiser une sensibilisation permanente sur les injustices subies par un peuple dont les souffrances sont probablement au-delà de ce qu'on peut imaginer, les drapeaux de certains partis fleurissent pour colorer la photo, le temps de la prendre. Que doivent faire les Alters, courir après le porteur du drapeau qu'on ne reverra probablement qu'à la prochaine manif ou après l'organisateur de la manif pour partager avec lui ses analyses sur l'évolution de la mobilisation, du rapport de forces, ... ?

Notre démarche qui vise à aller vers plus de démocratie, plus de liberté individuelle, plus de solidarités, de respect des minorités, nous poussera à nous inscrire résolument et quotidiennement dans ces mouvements qui sont le ferment de notre démocratie en dehors des élections, en dehors

des alliances entre organisations. Ces mouvements nous donnent une formidable leçon d'humilité, de patience et d'audace : une, deux personnes portent tous les jours, toute l'année, pendant des années un combat. Ils et elles ne ménagent ni leur temps, ni leur énergie. Ou plutôt si, ils et elles se ménagent pour durer parce qu'elles savent que leur combat est juste et nécessaire. Ils et elles savent passer le relais, faire une pause. Et ils et elles reviennent pour continuer le chemin ardu de la militance de tous les jours, de la proximité, celle qui donne aux victoires et aux succès ce goût si particulier.

Les Alters ont encore du travail pour faire avancer la question des droits des femmes au sein de la famille et de la société, la question des solidarités concrètes, des utopies et des expérimentations, de l'écologie radicale, et surtout de l'autogestion politique, économique, culturelle, sociale, ...

Passer le relais dans notre organisation ne doit pas être si compliqué que cela pour les copains épuisés par des années de présence quotidienne. Passer le relais à une autre organisation qui ne poursuit pas le même combat, c'est différent. C'est comme si, les copains du Planning familial, fatigués de tenir la maison tous les jours, passeraient la main au Mouvement du Nid. Ces deux organisations ont probablement des espaces communs, mais aussi des différences dans lesquelles elles n'imaginent pas se fondre.

Pourquoi donc imposer à tous les Alters des alliances pas forcément contre-nature ? Pourquoi ne pas considérer que la stratégie des uns qui veulent expérimenter Ensemble, et/ou le FdG n'est pas incompatible avec celle de ceux qui veulent expérimenter les Indignés, la Foire à l'autogestion ? Ensemble a-t-il besoin de nos locaux, de notre argent, de nos listes d'adhérents, de nos réseaux, que par ailleurs nous ne lui refusons pas a priori ? Si nos moyens sont si importants, nos militants si nécessaires, alors pourquoi nous faire disparaître ?

L'histoire des Alters nous a appris à être en permanence à l'offensive, autant en termes d'idées que d'actions. C'est la signification profonde du mot « expérimentations » : certes, il faut nous caler sur nos acquis. Mais il faut aller au-delà. Non seulement des expérimentations que nous lançons à partir de nos quatre piliers, mais aussi de celles que nous saisissons à partir des mouvements spontanés des citoyen-e-s, de leurs initiatives. Ouverture, accueil et initiatives, tout en restant fidèles à nos acquis : voici ce qui peut nous guider. ■

« Debout damné-e-s Alters ! »



« Qu'est ce que tu connais de la politique ? »

Qu'est ce que tu connais de la politique ? C'est compliqué pour toi. Et puis, t'es trop jeune de toute façon, qu'est ce que tu connais de la vie ? »

J'ai 18 ans et je rêve d'un monde où l'on ne soit pas manipulés, affamés ou suralimentés, divisés, brisés, détruits, comme c'est le cas partout autour de nous.

Je rêve d'un monde où l'on serait libre de ne pas savoir où aller, tout en sachant qu'on n'est pas seul. Je rêve d'un monde où les gens se voient, se regardent, se parlent, s'écoulent, réfléchissent.

Je rêve d'un monde où tout est à faire, où on a le temps de s'entendre penser, le temps de rire, le temps de pleurer.

« On n'est pas dans le monde des "bisounours" ma petite. Sois réaliste »

On me dit que je délire parce que j'aimerais que tout soit beau. Pourtant, les gens rationnels, réalistes, sont conscients de la médiocrité du monde et de leur vie.

Je ne comprends pas, quelque chose m'échappe.

Mais quand je regarde autour de moi, je me rends compte que ça t'échappes à toi aussi, ça nous échappe à tous. Alors je cherche... je cherche ce qui ne va pas.

A mon sens, la politique serait de réfléchir à comment vivre ensemble. Mais on a l'impression que cette question n'est pas abordée. A la télé, ça parle de chiffres, ça gratte sur les mots, plus personne ne parle de vivre ensemble. Maintenant, la réalité de la politique, c'est des personnalités devant les caméras qui se sentent légitimes à donner un avis sur tout, en faisant semblant de réfléchir à des problèmes pour nous convaincre qu'ils ont des solutions pour changer les choses, en prenant soin de cacher leurs actes, et souvent leurs méfaits.

« Ne vous occupez de rien, on s'occupe de tout. »

Aujourd'hui, la question n'est plus : quelles études je veux faire et quel boulot je veux avoir ? Mais, est-ce que je vais faire des études, est ce que je

vais avoir du boulot, est ce que je vais bouffer ce soir, combien de temps je vais pouvoir garder mon appart ?

On ne réfléchit plus ensemble à trouver des solutions pour tous, mais on cherche chacun de son côté des réponses pour soi-même. Alors évidemment que ça ne fonctionne pas !

Et si la réponse venait en écoutant les autres ? Et si personne n'avait la réponse complète, parce que chacun en avait un bout qui n'aurait de sens qu'avec les autres ?

Les idées, les envies, les attentes de chacun comptent. Il faudra se lever, bousculer un peu ce qui semblait acquis, faire entendre ses rêves et sa voix.

Ne nous dépossédez pas de la politique, vous qui, parlant si habilement, l'accaparez à votre profit. Nous ne nous reconnaissons pas dans vos paroles.

Nous avons tant à apprendre ensemble, les uns des autres. Laissez tomber les longs discours qui n'en finissent pas, les mots complexes qui nous excluent, les références à votre passé. Allez au plus simple pour que chacun comprenne et se réapproprie sa vie, trouve sa place et sa raison d'être.

Et à 18 ans, je l'ai vu ce monde, dans la rue avec les copains qui font de la musique pour quelques pièces, qui parlent à leur chien comme à un ami, qui n'ont rien et qui trouvent encore de quoi donner. Je l'ai croisé la nuit quand ceux qui ne dorment pas rêvent quand même, ceux que les flics menacent parce que la société ne veut pas voir, ceux qui ne rentreront jamais dans des cases, qui ont jeté leur boussole pour pouvoir se perdre, ceux pour qui demain est loin. Je l'ai croisé sur les ZAD Notre dame des Landes et du Testet quand l'odeur des fumigènes nous piquait la gorge et qu'on arrivait encore à partager des sourires parce que la lutte nous portait plus haut que nous mêmes.

Dans ces moments là, j'ai compris que les solutions, on les trouvait ensemble on ne faisait pas que rêver, on vivait vraiment. ■

Leyla BERLAND

LYON 29-30 NOVEMBRE :

MOBILISATION CONTRE L'EXTRÊME-DROITE (pendant le congrès du FN dans la ville)

Répondant à l'Appel *Unir et agir face à l'extrême-droite* de la CONEX (Coordination Nationale contre l'Extrême-droite), le Collectif de Vigilance 69*, aux côtés d'autres Collectifs régionaux, s'inscrit dans un week-end de mobilisation pacifique et déterminée contre l'extrême-droite qui prendra la forme :

Samedi 29 novembre : d'une grande manifestation populaire partant de la Place Jean Macé à 14h et se terminant par un concert Place des Terreaux.

• Dimanche 30 novembre, à la Mairie du 8ème arrondissement de Lyon et à la MJC Laennec Mermoz, d'ateliers de discussion et d'éducation populaire pour examiner les moyens de combattre et de faire reculer « les fascismes de notre temps » en France et en Europe, dont parle notamment un appel des Editions Syllepse, en cours de signature.

Ce week-end où se tient le congrès du Front National, il s'agit de démontrer que 30 ans de banalisation des idées extrémistes du FN constituent un danger majeur pour la démocratie et pour le "vivre ensemble".

La "préférence nationale", le rejet des immigrés, la négation de l'égalité des droits pour toutes et tous, associés à une démagogie sans limites sous l'autorité de Marine Le Pen sur les questions sociales et de laïcité constituent en effet un poison mortel réactionnaire. Il s'agit de faire face en refusant la banalisation de ce Parti.

* LE COLLECTIF DE VIGILANCE 69 CONTRE L'EXTRÊME-DROITE travaille depuis de nombreuses années contre toute banalisation de l'extrême-droite et réagit aux multiples agressions des nombreux groupes qui sévissent dans l'agglomération lyonnaise. Il réussit le tour de force de maintenir un front commun particulièrement large d'organisations très diverses : ATTAC, Fédération Rhône Alpes des MJC, Homosexualités Et Socialisme, LDH, MRAP Lyon 1er/4e, Planning Familial, Ras l'Front, SOS Racisme, UD CFDT, CGT Education, CGT Vinatier, CNT Culture, CNT Education, FSU 69, Union Syndicale Solidaires Rhône, Ensemble!, Jeunesses Communistes, NPA, PC, PS ...

Site de l'initiative : www.alyonnousfaceaufn.org

Houellebecq : l'économie en horreur

« Nous devons lutter pour la mise en tutelle de l'économie et pour sa soumission à certains critères que j'oserai appeler éthique. »

Michel Houellebecq.

Dernier rempart contre le libéralisme
In *Le sens du combat*.

Etonnante et salubre la lecture de Michel Houellebecq par Bernard Maris.

C'est l'impensé, ou le dissimulé de l'économie que nous dévoile le romancier et poète.

Selon B. Maris : « Ce que des économistes et des psychologues abstrus cherchent en vain à tirer de notre vie pour nous le restituer à grandes pelletées de théories et de chiffres [...] Houellebecq nous l'offre sous la forme délicieuse d'un roman ou d'un poème. » (p.17).

Chez le romancier, la critique de « l'individualisme méthodologique » est lucidement illustrée

dans *Les particules élémentaires*¹ et Maris, économiste de confirmer : « Tout de l'économie est fait pour briser les liens qui pouvaient unir les individus à leur famille, leurs géniteurs, leurs proches. » (p.39).

Nous assistons à (subissons) la montée « des eaux glacées du calcul égoïste », qui participe du dérèglement climatique et social.

L'entropie face cachée de l'économie

Houellebecq, décrypté par Maris, parle d'économie, « science » lugubre, contre les économistes « qui ne peuvent concevoir une quelconque dégradation ou irréversibilité. » (p.141). C'est Nicolas G. Roegen² qui le premier a tenté d'appliquer la notion d'entropie à l'économie. Les économistes sérieux, bien rétribués pour mentir « scientifiquement » en appellent toujours à la Croissance et au recyclage des ordures ménagères...

Orwell dont Jean-Claude Michéa est, en France, un ardent défenseur.

Houellebecq, Baudelaire dépressif, dandy déglingué observe l'humanité en ses parties sombres et ses pratiques douteuses ; Maris le donne à voir en ennemi de l'économie haïssant les calculs égoïstes de l'homo oeconomicus. Plus encore, c'est l'exaspération des économies libidinales, le stakhanovisme sexuel qui avec *L'extension du domaine de la lutte* (1994) fit de lui un auteur

dont le succès est dû à l'éclairage impitoyable de nos intimités soumises à la loi du rendement maximum... ■

Alain VÉRONÈSE

Houellebecq économiste. Bernard Maris. Ed. Flammarion.

Notes.

1 - Un montage théâtral - réussi - était donné récemment à l'Odéon, atelier Berthier. Mise en scène de Julien Gosselin. La pièce va tourner en province. Allez-y, vous ne serez pas déçu. Ca



Plateforme (Houellebecq), BD par Alain Dual, éd. Les Contrebandiers.

Accumulez ! Accumulez ! C'est la loi et les prophètes ! Les spéculateurs font de l'argent. Dans *Plateforme* (illustration), avec cette ironie critique (« humour gris », écrit Maris), Houellebecq fustige « les commerciaux, les gens de la com', les spéculateurs qui font de l'argent, mais ne créent pas de richesse, de valeur, sinon de fausses comme celles qui s'accumulent dans les bulles immobilières ou boursières. » (p.93).

Fondamentalement, matériellement, ce sont les ouvriers « ces gens de peu » qui concrètement « produisent le monde matériel dont nous profitons tous. Et ces prolos sont le plus souvent vaccinés contre l'hubris de l'accumulation forcée, du gavage, du désir morbide d'argent » (p. 113). Maris, comme Houellebecq se réfère à la « common decency » de Georges

déménage...

2 - La décroissance. Entropie, écologie, économie, N.-G. Roegen. Ed. Sang de la Terre.

NOTE A PROPOS DE MICHEL HOUELLEBECQ

Si la critique de l'économie et du consumérisme de Houellebecq peut interpeller, on sera bien moins enthousiasmé par ses positions dans bien d'autres domaines de sa misanthropie dépressive, et carrément hostile à sa perception misogone des femmes et réactionnaire du féminisme. Et que dire des dérapages à répétition sur l'islam et les arabes ! «

M. Colloghan et J.J. Boïstaroussie

DANS CE NUMÉRO :

UN DOSSIER SIVENS

- Chronique d'une mort annoncée
- Le révélateur local d'une crise globale
- Un modèle paysan productiviste qui condamne les paysans
- À Sivens, Rémi est mort
- Le tournant ?
- Éviter de nouveaux drames
- Répression
- Loi Cazeneuve : Une régression des libertés démocratiques

FB Burkina : Révolte ou Révolution ?

FB Résistance électorale d'une gauche latino-américaine en mutation

FB L'exemplarité, c'est pour quand ?

FB AC ! Vingt ans et toutes ses dents !

FB Deux textes pour préparer le congrès des Alternatifs

FB Une tribune : « Qu'est ce que tu connais de la politique ? »

FB Mobilisation contre l'extrême-droite à Lyon

FB Houellebecq : l'économie en horreur